

# La Russie et Lausanne

Christian Rakovsky

Source : «*Russian and Information Review*», V. II, n°21, 24 février 1923, p. 330-331. Traduction MIA.

**L**e gouvernement russe a averti les puissances occidentales l'été dernier qu'une paix permanente au Proche-Orient ne pourrait être fondée que sur la reconnaissance de la souveraineté de la Turquie et sur le principe que les relations internationales doivent être régies par des considérations économiques et non stratégiques. Comme le gouvernement britannique en a été rappelé dans la note russe du 14 septembre, le gouvernement soviétique avait déjà soulevé à Gênes<sup>1</sup> la question de l'invitation de la Turquie à cette conférence, prévoyant la crise à venir et tentant de la prévenir.

Particulièrement sur la question des détroits, le gouvernement soviétique a averti les Alliés que non seulement la Russie refuserait de reconnaître les décisions prises sans sa participation, mais que de telles décisions ne seraient « *ni définitives ni permanentes, et ne feraient que préparer la voie à de nouveaux conflits* » (note du 24 septembre). Le 19 octobre, puis à nouveau le 2 novembre, la Russie a fait valoir que la question des détroits serait en pratique impliquée et inextricablement liée à un certain nombre d'autres points en litige ; ce qui s'est avéré être le cas. Sur ces bases, la Russie a fondé sa demande pour une représentation pleine et entière à la conférence de Lausanne.<sup>2</sup>

Les événements ont montré que la Russie avait raison. La Turquie a été traitée comme si elle était encore cet État barbare, entre les mains d'un despotisme corrompu, que les puissances européennes trouvèrent si facile d'exploiter au cours du XIXe siècle. Aucun compte n'a été tenu du fait que la Turquie d'aujourd'hui est virtuellement une république, dans laquelle de profonds changements sociaux se sont produits, ayant libéré de nouvelles forces vigoureuses de la nation. Ces forces se trouvent rassemblées au sein de la Grande Assemblée nationale, dont la vigueur et la détermination révolutionnaire sont pleinement comparables à celles manifestées par le Parlement britannique au XVIIe, ou la Convention française au XVIIIe.

La Russie n'entretient aucune illusion quant au caractère de classe du nouvel État, sortant ainsi des formes monarchiques obsolètes pour émerger au grand jour. Elle a eu l'occasion de protester contre l'oppression des ouvriers industriels et des paysans par le gouvernement turc. Cette circonstance a

---

1 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Sa convocation avait été officiellement adoptée par le Conseil Suprême Allié réuni à Cannes le 6 janvier 1922. Pour la première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale. La conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers.

2 La « Conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient » fut organisée par l'Angleterre, la France et l'Italie et s'est tenue à Lausanne du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923, avec une longue interruption après janvier 1923. Les puissances impérialistes essayèrent d'abord d'écarter complètement la Russie soviétique mais, face aux protestations diplomatiques, décidèrent finalement qu'elle ne serait admise que pour la discussion sur la question des Détroits (Bosphore, Dardanelles) de la mer Noire. La délégation soviétique, menée par Tchitchérine, comprenait des représentants des Républiques soviétiques d'Ukraine (Rakovsky) et de Géorgie. Outre la signature d'un traité de paix entre la Turquie et les puissances de l'Entente, la Conférence de Lausanne déboucha sur une Convention sur le régime des Détroits, autorisant le libre passage des navires de guerre et marchands portant n'importe quel pavillon, ce à quoi la délégation soviétique s'était opposée. Les Républiques soviétiques signèrent finalement la Convention mais sans la ratifier.

probablement été le facteur décisif pour déterminer où devaient être fixées les limites du soutien et de l'assistance apportés par la Russie au gouvernement turc. Mais la Russie a reconnu que la Turquie était ce qu'elle n'avait jamais été auparavant : une nation, forte, débordante d'énergie potentielle, résolue à se libérer une fois pour toutes des entraves des capitulations et des commissions de la dette dont l'avaient accablée ses autocrates médiévaux.

Le refus des Alliés de reconnaître ces faits a provoqué l'effondrement de Lausanne, et annulera efficacement tout traité qui pourrait être imposé par les armes au peuple turc. La reconnaissance de ces faits par la Russie, en revanche, lui a montré que la souveraineté turque sur les détroits est le corollaire direct de son propre développement commercial. Avant la guerre, la Russie expédiait plus de 40 % de ses exportations par les Dardanelles, y compris 80 % de ses céréales et pratiquement tout son pétrole.

Le gouvernement russe fait tout son possible pour relancer les exportations, afin de stimuler l'industrie et de promouvoir la reprise économique de la République. Les exportations, qui représentaient 17 % des importations au premier trimestre 1922, étaient passées à 49 % en octobre. Les importations entre janvier et novembre 1921 s'élevaient à 225 millions de roubles-or, et les exportations à environ 17 millions. Entre janvier et novembre 1922, les chiffres correspondants étaient de 286 millions et 69 millions. De toute évidence, l'un des acteurs dominants de la vie économique russe était étroitement lié aux problèmes à discuter à Lausanne.

Pourquoi ? Supposons que nous négligions l'importance vitale pour l'Europe du blé et du pétrole de la Russie, le premier étant aussi nécessaire que le sang vital pour la finance européenne, et le second aussi essentiel pour son industrie. Prenons les propositions concrètes qui étaient devant la conférence. Le projet allié prévoyait le libre passage des navires de guerre par les Dardanelles. Cela constituait une menace potentielle contre les côtes russes de la mer Noire et celles de ses alliés, lesquelles, comme nous l'avons vu, avec leurs exportations de céréales, de pétrole et de manganèse, pourraient dans un avenir immédiat être envisagées pour redresser le déséquilibre défavorable causé par la guerre et la révolution. La Russie devrait détourner une partie de sa faible et péniblement accumulée nouvelle réserve d'or vers un armement défensif.

Le plan alternatif russe montrait une issue. Au sein de la mer Noire, le désarmement était possible : à cette fin, la Russie proposa de convoquer une conférence de tous les États riverains de la mer Noire. Mais il resterait le danger des marines extérieures passant par les détroits. Compte tenu de cela, un désarmement complet pourrait ne pas être possible ; mais en tout cas, il était essentiel qu'une Turquie souveraine soit en charge du Bosphore, en attendant le désarmement général pour lequel la Russie n'a cessé de travailler tout au long de 1922.

Ainsi nous revenons à la thèse exprimée au début de cet article : la liberté nationale pour la Turquie et la reconnaissance des réalités économiques mondiales peuvent seules former la base d'une paix permanente au Proche-Orient. La politique future de la Russie continuera d'être guidée par ces considérations.